

COMPTES PUBLICS

1997-1998

Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1998**

Québec 

J
921
9
3
738
997/98,1
x. 02
MDF

COMPTES PUBLICS

1997-1998

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)

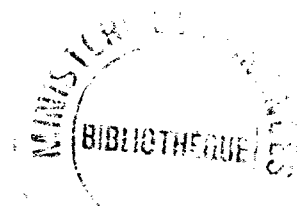
Volume 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1998



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-33714-X (ensemble)
ISBN 2-550-33535-X

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1999
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur du Québec
L'honorable Lise Thibault
Hôtel du Gouvernement
Québec

Madame,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1998.

Le Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances,



Bernard Landry

Québec, Décembre 1998

Au Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances
Monsieur Bernard Landry
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1998, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le contrôleur des Finances,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'André Fiset', with a stylized flourish at the end.

André Fiset, FCA

Québec, Décembre 1998

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	IX
--------------------------	-----------

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES ET STATISTIQUES

La réforme de la comptabilité	XIII
Sommaire consolidé des résultats de fonctionnement.....	XIV
Revenus consolidés.....	XV
Dépenses consolidées.....	XVI
Situation financière consolidée	XVIII
Statistiques financières	XIX

CONCILIATION DES REVENUS, DES DÉPENSES ET DU DÉFICIT – EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	XXI
---	------------

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Déclaration de responsabilité	3
Rapport du Vérificateur général.....	4
État consolidé des résultats de fonctionnement.....	5
État consolidé de la variation de la dette nette.....	6
État consolidé de la situation financière	7
État consolidé des besoins financiers et financement.....	8
État consolidé des immobilisations.....	10
Notes complémentaires aux états financiers.....	11

ANNEXES

1 Ministères et organismes du Gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu et incluses dans le périmètre comptable du Gouvernement.....	25
2 Organismes et fonds spéciaux qui ont leur propre entité comptable inclus dans le périmètre comptable du Gouvernement	27
3 Entreprises incluses dans le périmètre comptable du Gouvernement.....	29
4 Organismes et fonds exerçant des activités de nature fiduciaire et exclus du périmètre comptable du Gouvernement.....	30
5 Détail des revenus.....	31
6 Détail des dépenses	32
7 Découvert bancaire	33

8	Créditeurs et frais à payer	34
9	Emprunts	35
10	Emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement	39
11	Placements temporaires.....	40
12	Débiteurs	41
13	Participation dans les entreprises du Gouvernement	42
14	Placements à long terme.....	48
15	Autres comptes.....	49
16	Engagements et éventualités	50
17	Sommaire des états financiers des organismes et fonds exerçant des activités de nature fiduciaire	53

AVANT-PROPOS

Le ministère des Finances publie annuellement des documents concernant l'état des finances du Gouvernement et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions du *Discours sur le budget* du 25 mars 1997, une *Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin des trimestres de juin, septembre et décembre 1997.

Les Comptes publics 1997-1998 complètent les informations relatives aux résultats réels de l'année 1997-1998 dont les principales données ont été présentées à la première Synthèse pour 1998-1999.

Les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 1998 ont été préparés au ministère des Finances selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) et en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en trois volumes intitulés: «*États financiers consolidés du Gouvernement*», «*Revenus, crédits et dépenses du Fonds consolidé du revenu*» et «*États financiers des fonds spéciaux du Gouvernement*».

Volume 1 – États financiers consolidés du Gouvernement

Le Volume 1 présente des données sommaires sur les opérations financières consolidées, des statistiques et les états financiers consolidés du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1998 accompagnés du rapport du Vérificateur général.

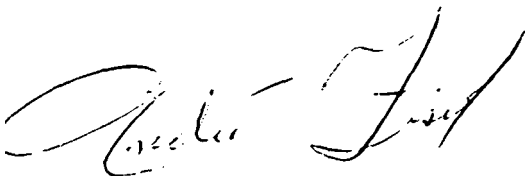
Volume 2 – Revenus, crédits et dépenses du Fonds consolidé du revenu

Le Volume 2 publié en trois sections rend compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu à ce titre par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et autres portefeuilles ainsi que l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne.

Volume 3 – États financiers des fonds spéciaux du Gouvernement

Le Volume 3 présente les états financiers des fonds spéciaux du gouvernement du Québec accompagnés chacun du rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances,



André Fiset, FCA

SOMMAIRE
DES OPÉRATIONS
FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
ET
STATISTIQUES

LA RÉFORME DE LA COMPTABILITÉ

En décembre 1997, un Comité d'étude formé de représentants du Contrôleur des finances, du Vérificateur général et du ministère des Finances a été mandaté pour proposer une réforme des conventions comptables du Gouvernement. La dernière réforme d'importance datait de 1986-1987.

Or, depuis ce temps, les normes comptables canadiennes pour le secteur public ont grandement évolué sous l'impulsion des recommandations du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public, formé par l'Institut canadien des comptables agréés.

Le Comité d'étude sur la comptabilité du Gouvernement a déposé son rapport le 25 mars 1998. Lors du *Discours sur le budget* du 31 mars 1998, le Gouvernement a publié le document «*Réforme de la comptabilité gouvernementale*», dans lequel il accepte les recommandations du Comité qui propose d'effectuer des modifications aux conventions comptables en s'inspirant des recommandations du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public et des pratiques comptables en vigueur dans les autres provinces canadiennes.

Les Comptes publics 1997-1998 reflètent les nouvelles conventions comptables mises de l'avant par le Gouvernement. Trois changements majeurs méritent d'être signalés par rapport aux Comptes publics 1996-1997:

- Les engagements du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés du secteur public sont inclus en totalité au passif du Gouvernement. Ce passif était connu des milieux financiers. Il est important de noter que cette modification ne change en rien la situation financière du Gouvernement; toute cette information était déjà divulguée en totalité en note complémentaire aux états financiers.
- Le coût des immobilisations est amorti, à l'instar des pratiques habituelles dans le secteur privé. La variation de la valeur comptable nette des immobilisations est portée à la dette nette et l'amortissement annuel du coût des immobilisations est inclus dans les dépenses de fonctionnement.
- Les états financiers du Gouvernement sont maintenant consolidés. Par rapport aux années antérieures, le périmètre comptable du Gouvernement s'élargit à l'ensemble des fonds spéciaux, organismes et entreprises du Gouvernement, à la seule exception des entités exerçant des activités de nature fiduciaire.

Les conventions comptables présentées dans ces Comptes publics permettent de donner une image à la fois plus claire et plus complète de la situation financière du Gouvernement et, par conséquent, favorise une gestion plus cohérente et efficace de l'ensemble des finances publiques.

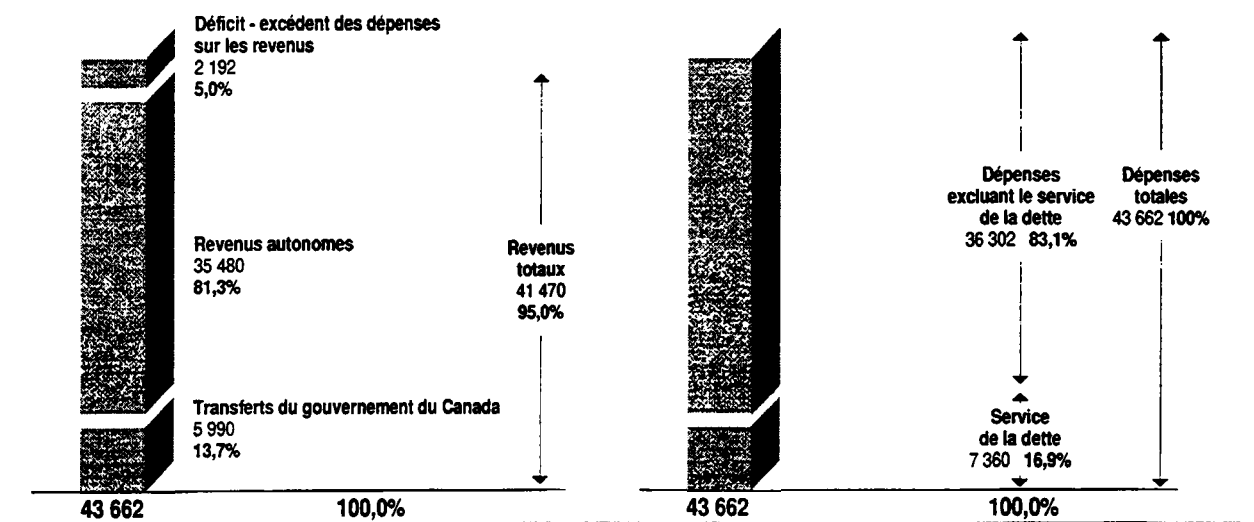
SOMMAIRE CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	1998	1997 ⁽¹⁾
Revenus autonomes	35 480	30 809
Transferts du gouvernement du Canada	5 990	6 719
Total des revenus	41 470	37 528
Dépenses (excluant le Service de la dette)	36 302	34 884
Service de la dette	7 360	5 861
Total des dépenses	43 662	40 745
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	2 192	3 217

1998



⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

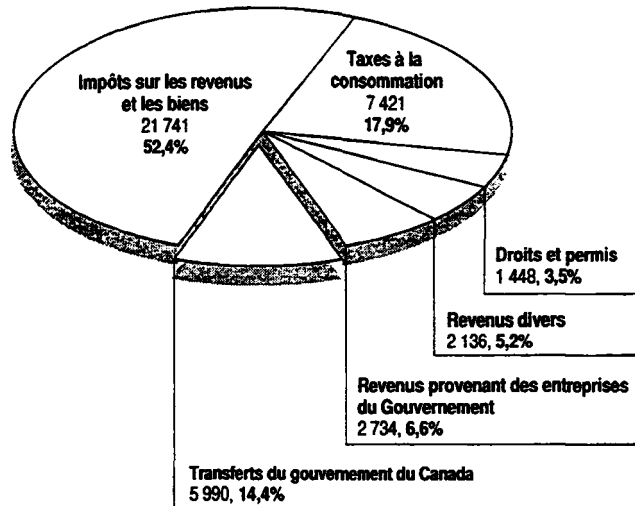
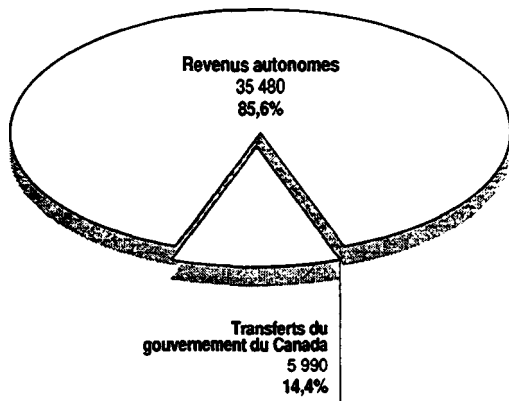
REVENUS CONSOLIDÉS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

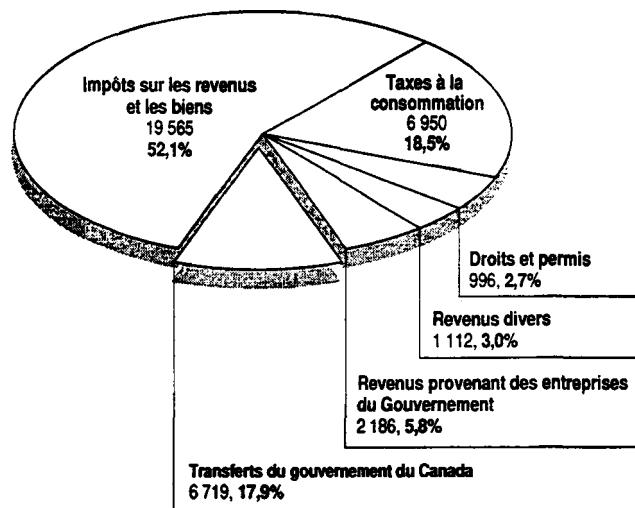
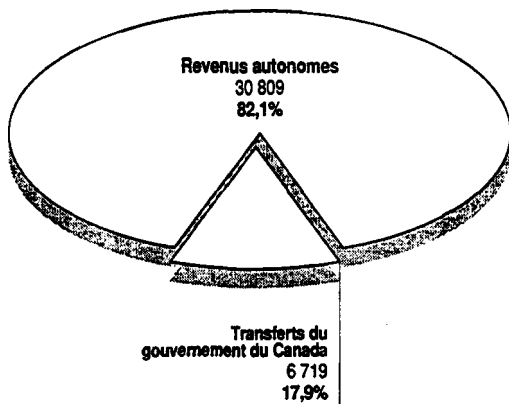
1998

Revenus totaux: 41 470



1997 ⁽¹⁾

Revenus totaux: 37 528



⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

DÉPENSES CONSOLIDÉES

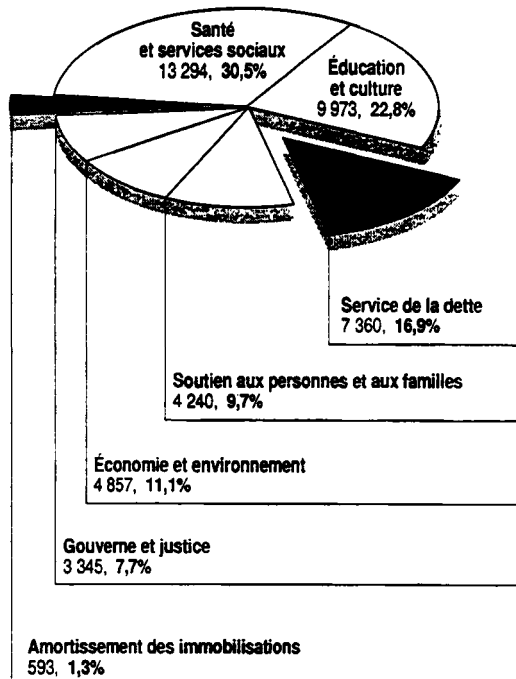
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

1998

Dépenses totales: 43 662

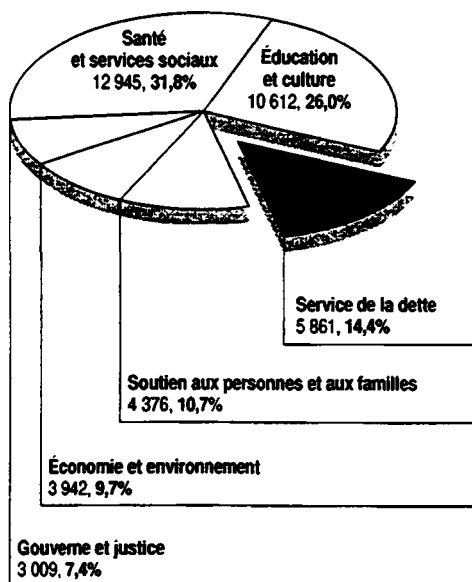
Par mission



1997 ⁽¹⁾

Dépenses totales: 40 745

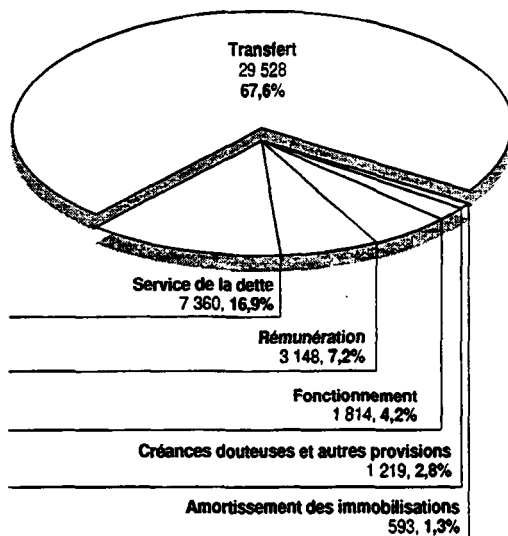
Par mission



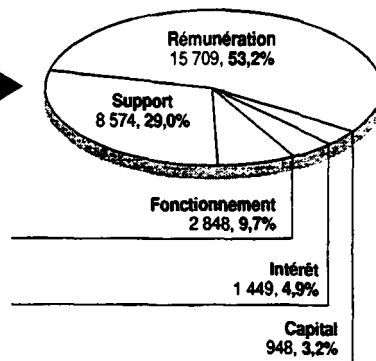
⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

1998

Par supercatégorie et catégorie

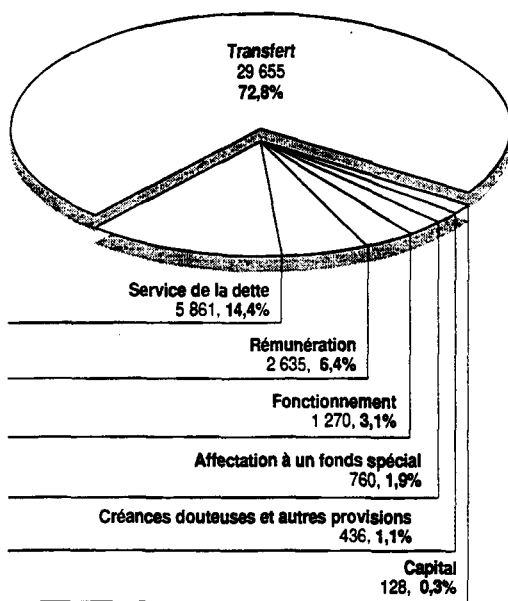


Transfert: 29 528

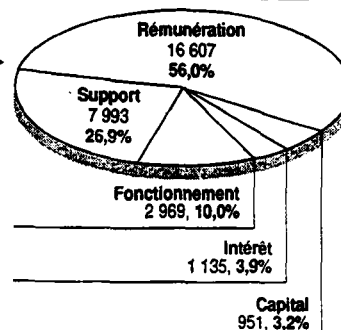


1997 ⁽¹⁾

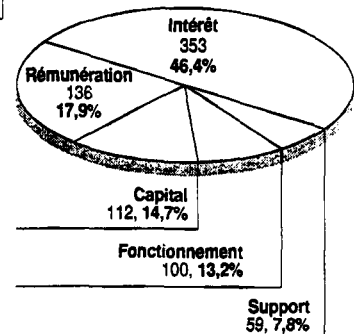
Par supercatégorie et catégorie



Transfert: 29 655



Affectation à un fonds spécial: 760

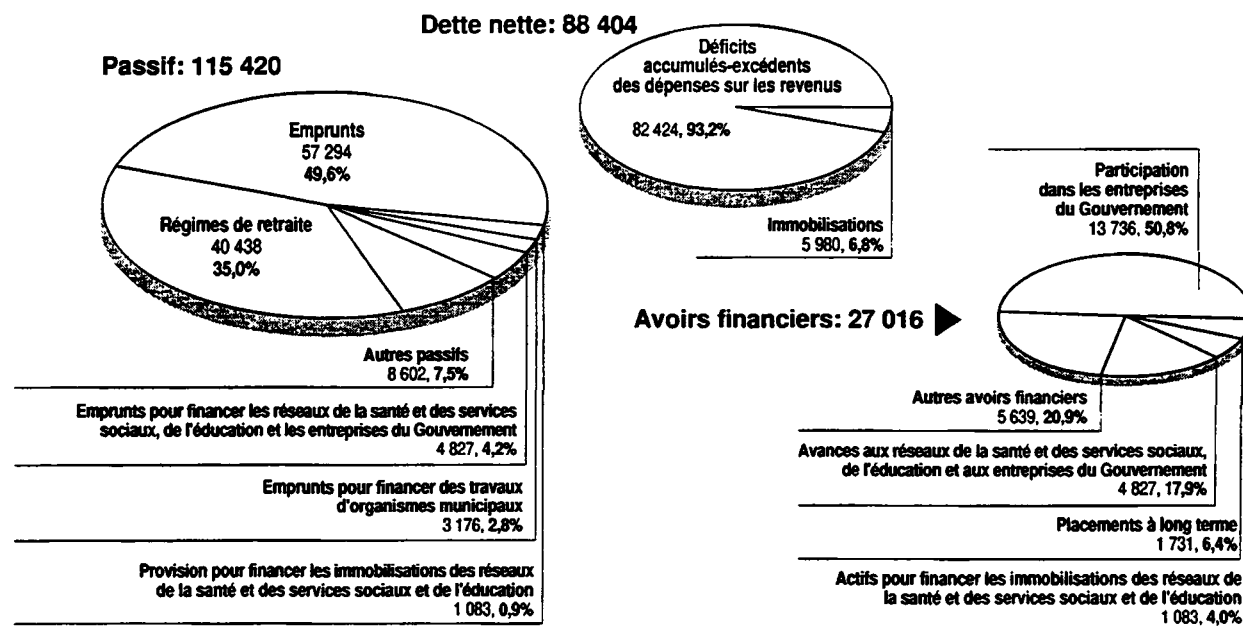


⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

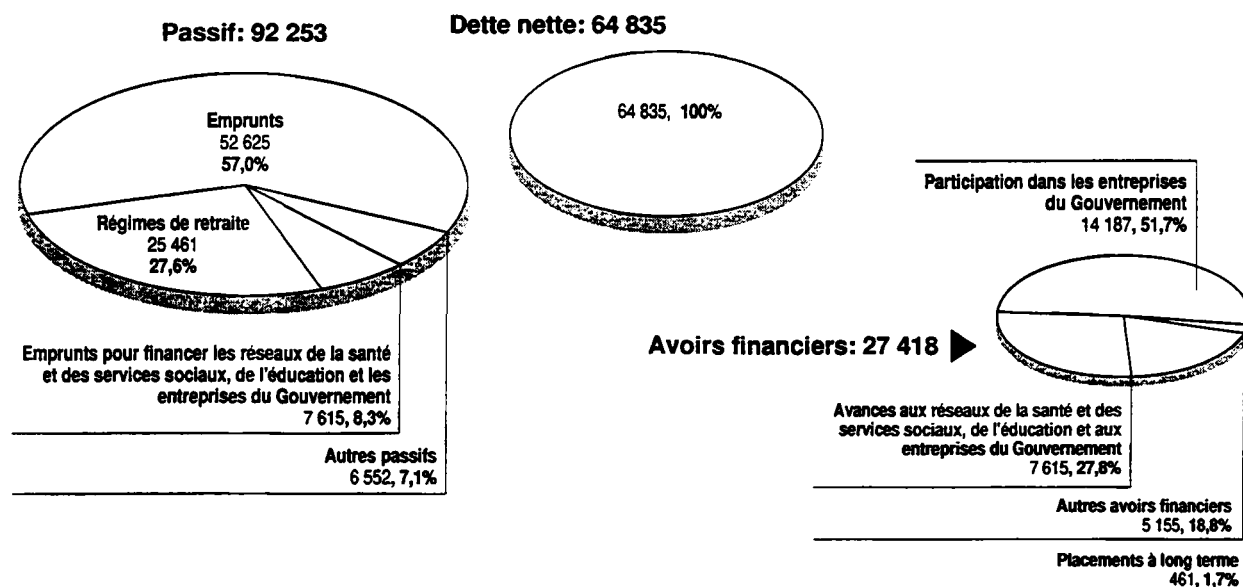
SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

1998



1997 ⁽¹⁾



⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

STATISTIQUES FINANCIÈRES

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

Exercice financier	Revenus*	Dépenses*	(Déficit) ou surplus	Dettes nettes ⁽¹⁾
1997-1998	41 470	43 662	(2 192)	88 404 ⁽¹⁷⁾
1996-1997	37 528	40 745	(3 217)	64 835 ⁽¹⁶⁾
1995-1996	38 425	42 376	(3 951)	61 621
1994-1995	36 606	42 420	(5 814)	57 670 ⁽¹⁵⁾
1993-1994	36 228	41 151	(4 923)	51 837
1992-1993	35 590	40 620	(5 030)	46 914 ⁽¹⁴⁾
1991-1992	34 650	38 951	(4 301)	41 885 ⁽¹³⁾
1990-1991	33 194	36 169	(2 975)	37 558
1989-1990	31 170	32 934	(1 764)	34 583
1988-1989	29 825	31 529	(1 704)	32 819
1987-1988	28 175	30 571	(2 396)	31 115 ⁽⁴⁻¹⁰⁾
1986-1987	25 427	28 399	(2 972)	28 716 ^(4,11,12)
1985-1986	24 040	27 513	(3 473)	25 735 ^(4,9,10)
1984-1985	22 145	26 018	(3 873)	21 455 ^(4,8,9)
1983-1984	21 713	23 877	(2 164)	17 298 ^(4,7)
1982-1983	19 630	22 093	(2 463)	15 038 ⁽⁴⁾
1981-1982	17 800	20 421	(2 621)	12 569 ^(4,6)
1980-1981	14 533	18 014	(3 481)	14 326 ⁽⁴⁾
1979-1980	13 107	15 507	(2 400)	10 836 ⁽⁴⁾
1978-1979	11 692	13 190	(1 498)	8 460 ^(4,5)
1977-1978	10 995	11 699	(704)	7 058 ⁽⁴⁾
1976-1977	9 569	10 745	(1 176)	6 353 ⁽³⁾
1975-1976	8 260	9 211	(951)	5 044
1974-1975	7 172	7 614	(442)	4 093
1973-1974	5 689	6 348	(659)	3 651
1972-1973	4 975	5 322	(347)	2 992
1971-1972	4 446	4 801	(355)	2 645
1970-1971	3 810	3 955	(145)	2 290 ^(2, 2a)
1965-1966	1 736	1 999	(263)	1 398
1960-1961	751	855	(104)	374
1955-1956	462	442	20	275

* Les chiffres comparatifs de l'année financière 1996-1997 et des années antérieures, portant sur le Fonds consolidé du revenu et le Fonds des services de santé, n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

(M \$ = millions de dollars)

⁽¹⁾ La dette nette représente le passif moins les avoirs financiers de l'état de la situation financière.

(voir notes à la page suivante)

STATISTIQUES FINANCIÈRES (SUITE)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

- (2) À la suite de l'application rétroactive de la comptabilisation de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la dette nette a été augmentée de 8 M\$ pour l'effet qu'elle représente sur les surplus ou déficits des années financières antérieures à 1970-1971.
- (2a) À la suite de l'application rétroactive de la comptabilisation des congés de maladie et de vacances, la dette nette a été augmentée de 65 M\$ pour l'effet qu'elle représente sur les surplus ou déficits des exercices antérieurs à 1970-1971.
- (3) Le 1^{er} avril 1976, la dette nette a été augmentée de 133 M\$ dont 31 M\$ pour tenir compte de l'inscription des placements en actions dans les organismes et entreprises du Gouvernement selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation et de 102 M\$ pour la comptabilisation en équivalent canadien des emprunts en monnaies étrangères.
- (4) Incluant les régularisations effectuées par les organismes et entreprises du gouvernement du Québec à leurs états financiers de 1 M\$ en 1977-1978, 1 M\$ en 1978-1979, -24 M\$ en 1979-1980, 9 M\$ en 1980-1981, -4 M\$ en 1981-1982, 6 M\$ en 1982-1983, 37 M\$ en 1983-1984, 398 M\$ en 1984-1985, 168 M\$ en 1985-1986, 4 M\$ en 1986-1987 et 4 M\$ en 1987-1988.
- (5) Au 1^{er} avril 1978, la dette nette a été diminuée de 97 M\$ pour annuler l'effet de modifications apportées à la dette nette, aux fins de comparaison de 1945-1946 à 1977-1978, suite à la nouvelle comptabilisation des régimes de retraite.
- (6) Y compris une réduction de 4 374 M\$ pour tenir compte des actions d'Hydro-Québec attribuées au ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980.
- (7) Au 1^{er} avril 1983, la dette nette a été augmentée de 59 M\$ suite à l'annulation des avances, débiteurs et intérêts courus à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais.
- (8) Au cours de l'exercice 1984-1985, la dette nette a été diminuée de 528 M\$ pour tenir compte de 80 M\$ d'actions de la Société immobilière du Québec remises au ministre des Finances et des avances de 448 M\$ consenties à cette dernière lors de la cession de biens à cette Société.
- (9) Incluant une augmentation de 1 078 M\$ pour la variation de change non amortie sur les emprunts en devises étrangères dont 414 M\$ portée à la dette nette en 1984-1985 et 664 M\$ en 1985-1986.
- (10) Y compris une réduction de 25 M\$ en 1985-1986 et de 1 M\$ en 1987-1988 pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.
- (11) Au 1^{er} avril 1986, la dette nette a été augmentée de 14 M\$ suite à la radiation du placement en actions dans la Raffinerie de sucre du Québec.
- (12) Au cours de l'exercice 1986-1987, la dette nette a été diminuée de 9 M\$ suite à la réduction des créiteurs – contrats de location-acquisition du 31 mars 1986.
- (13) Y compris une augmentation de 26 M\$ pour tenir compte du redressement apporté aux emprunts afin de rendre la comptabilisation des fonds d'amortissement conforme aux conventions comptables en vigueur.
- (14) En 1992-1993, la dette nette a été diminuée de 1 M\$ pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.
- (15) En 1994-1995, la dette nette a été augmentée de 19 M\$ pour tenir compte de la radiation du placement en actions dans la Société générale des industries culturelles.
- (16) La dette nette a été diminuée de 3 M\$ en 1996-1997 pour tenir compte de la portion du gain non réalisé lors de la vente de la participation de SOQUIP dans Noverco inc. (action détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec).
- (17) La dette nette a été augmentée de 21 377 M\$ dont 13 173 M\$ pour la comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite, 6 693 M\$ pour la consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du Gouvernement, 731 M\$ pour la modification de la méthode de comptabilisation des emprunts, 461 M\$ pour la comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public, 343 M\$ pour la comptabilisation des immobilisations et -24 M\$ pour l'excédent de l'évaluation municipale des immobilisations de la Corporation d'hébergement du Québec sur leur coût à la date d'acquisition.

CONCILIATION DES REVENUS, DES DÉPENSES ET DU DÉFICIT - EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	1998
REVENUS	
Fonds consolidé du revenu et Fonds des services de santé	39 164
Organismes et fonds spéciaux du Gouvernement	8 869
Entreprises du Gouvernement	2 734
	<u>50 767</u>
Moins:	
Quote-part du Gouvernement dans les résultats de ses organismes et entreprises en actions inclus dans les revenus du Fonds consolidé du revenu	<u>2 188</u>
	<u>48 579</u>
DÉPENSES	
Fonds consolidé du revenu	41 930
Organismes et fonds spéciaux du Gouvernement	8 841
	<u>50 771</u>
ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS INTERENTITÉS	
Revenus	(7 109)
Dépenses	<u>(7 109)</u>
	<u></u>
DÉFICIT - EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	<u>2 192</u>

ÉTATS FINANCIERS

CONSOLIDÉS

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ

Le Gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers préparés au ministère des Finances en conformité avec la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6, section VIII). Ces états sont préparés selon les conventions comptables énumérées à la note complémentaire 1.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le Gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, réalisées et comptabilisées adéquatement.

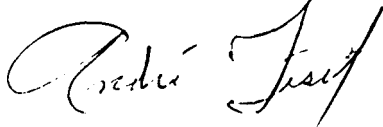
Le contrôleur des Finances tient la comptabilité du gouvernement du Québec en maintenant un registre centralisé des opérations financières et obtient des ministères, organismes, entreprises et fonds du Gouvernement toute l'information nécessaire pour satisfaire aux exigences de la comptabilité et de l'information financière.

Le Gouvernement soumet ses états financiers, pour vérification, au Vérificateur général qui expose dans son rapport à l'Assemblée nationale la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion.

Les états financiers faisant partie des Comptes publics sont déposés annuellement à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Au nom du gouvernement du Québec.

Le contrôleur des Finances,



André Fiset, FCA

Le sous-ministre des Finances,



Gilles Godbout

Québec, le 10 décembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié les états financiers consolidés suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1998:

- résultats de fonctionnement;
- variation de la dette nette;
- situation financière;
- besoins financiers et financement;
- immobilisations.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de son fonctionnement et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables mentionnées à la note 1. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q. c.V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception de l'application rétroactive, sans redressement des chiffres de l'année financière antérieure, des modifications aux conventions comptables expliquées à la note 2, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,



Guy Breton, FCA

Québec, le 10 décembre 1998

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

Annexe	1998		1997*
	Budget **	Résultats réels	Résultats réels
5 REVENUS (note 3)			
Impôts sur les revenus et les biens	20 503	21 741	19 565
Taxes à la consommation	7 566	7 421	6 950
Droits et permis	1 387	1 448	996
Revenus divers	1 699	2 136	1 112
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement	2 816	2 734	2 186
Revenus autonomes	33 971	35 480	30 809
Transferts du gouvernement du Canada	6 124	5 990	6 719
	40 095	41 470	37 528
6 DÉPENSES			
Santé et services sociaux	12 884	13 294	12 945
Éducation et culture	9 568	9 973	10 612
Soutien aux personnes et aux familles	4 407	4 240	4 376
Économie et environnement	4 226	4 857	3 942
Gouverne et justice	3 489	3 345	3 009
Amortissement des immobilisations	420	593	
Sous-total	34 994	36 302	34 884
Service de la dette	7 426	7 360	5 861
Total des dépenses	42 420	43 662	40 745
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	2 325	2 192	3 217

* Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

** Le budget est établi à partir du Discours sur le budget du 25 mars 1997 ajusté des impacts de la réforme de la comptabilité annoncée dans le Discours sur le budget du 31 mars 1998.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997*</u>
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	64 835	61 618
Redressements au 1 ^{er} avril 1997:		
Comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite (note 2 a)	13 173	
Consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du Gouvernement (note 2 b)	6 693	
Modification à la méthode de comptabilisation des emprunts (note 2 c)	731	
Comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public (note 2 d)	461	
Comptabilisation des immobilisations (note 2 e)	<u>144</u>	
Solde au début redressé	<u>86 037</u>	<u>61 618</u>
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	2 192	3 217
Augmentation de la valeur comptable nette des immobilisations	<u>199</u>	
	2 391	
Excédent de l'évaluation municipale des immobilisations de la Corporation d'hébergement du Québec sur leur coût à la date d'acquisition	<u>(24)</u>	
Variation annuelle de la dette nette	<u>2 367</u>	
SOLDE À LA FIN	<u>88 404</u>	<u>64 835</u>

* Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

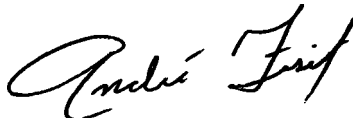
Annexe		1998	1997*
	PASSIF		
7	Découvert bancaire	737	514
8	Créditeurs et frais à payer	7 703	6 038
	Revenus reportés	162	
	Régimes de retraite (note 5)	40 438	25 461
9	Emprunts (note 6)	57 294	52 625
10	Emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement (note 7)	4 827	7 615
	Emprunts pour financer des travaux d'organismes municipaux (note 8)	3 176	
	Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 9)	1 083	
	TOTAL DU PASSIF	115 420	92 253
	AVOIRS FINANCIERS		
11	Placements temporaires	70	
12	Débiteurs	5 666	4 215
13	Participation dans les entreprises du Gouvernement	13 736	14 187
14	Placements à long terme	1 731	461
15	Autres comptes	(97)	940
10	Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement (note 7)	4 827	7 615
	Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 9)	1 083	
	TOTAL DES AVOIRS FINANCIERS	27 016	27 418
	DETTE NETTE	88 404	64 835
	Dettes nettes représentées par :		
	Immobilisations (voir état consolidé des immobilisations)	5 980	
	Déficits accumulés — excédents des dépenses sur les revenus	82 424	
		88 404	

* Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

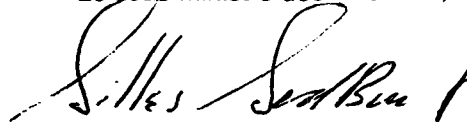
- Engagements et éventualités (note 10)
- Organismes et fonds exerçant des activités de nature fiduciaire (annexe 17)

Le contrôleur des Finances,

Le sous-ministre des Finances,



André Fiset, FCA



Gilles Godbout

Québec, le 10 décembre 1998

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

	1998	1997*
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	2 192	3 217
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Quote-part du Gouvernement dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	931	731
Provision pour créances douteuses	(848)	(371)
Congés de maladie et vacances	(70)	
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	(371)	(76)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(44)
Charge de retraite (note 5)	(743)	(1 216)
Frais d'intérêt relatif aux régimes de retraite (note 5)	(3 049)	(2 040)
Amortissement des immobilisations	(593)	
Amortissement des frais reportés	(85)	(391)
Amortissement de la perte de change non réalisée	(43)	(62)
Amortissement de la capitalisation de l'escompte et de la prime	(151)	(3 469)
	(5 022)	(252)
	(2 830)	
Régimes de retraite:		
Prestations et autres paiements	2 046	1 506
Cotisations des participants et des entreprises du Gouvernement	(142)	(178)
	1 904	1 328
Comptes à fin déterminée (annexe 8)		
Paiements et autres débits	605	297
Rentrées et autres crédits	(610)	(298)
	(5)	(1)
Variation du passif et des avoirs financiers reliés au fonctionnement	979	920
Liquidités utilisées pour les activités de fonctionnement	48	1 995
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS		
Variation de la participation dans les entreprises du Gouvernement		
Placements effectués	143	57
Placements réalisés	(9)	(185)
	134	(128)
Variation des placements à long terme		
Placements effectués	478	306
Placements réalisés	(77)	(37)
	401	269
Immobilisations		
Acquisitions	817	
Dispositions	(25)	
	792	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	1 327	141
Besoins financiers nets	1 375	2 136

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT (suite)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997*</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts		
Emprunts effectués	10 121	7 049
Emprunts remboursés	<u>(8 826)</u>	<u>(6 255)</u>
	1 295	794
Revenu du Fonds d'amortissement des régimes de retraite	(84)	(91)
Variation de liquidités **	<u>164</u>	<u>1 433</u>
FINANCEMENT NET	<u>1 375</u>	<u>2 136</u>

* Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

** Les liquidités comprennent les placements temporaires diminués du découvert bancaire.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES IMMOBILISATIONS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

	<u>Terrain</u>	<u>Bâtiment</u>	<u>Aména- gement</u>	<u>Réseau complexe</u>	<u>Matériel et équipement</u>	<u>Développe- ment informatique</u>	<u>1998 Total</u>
Coût des immobilisations – solde d'ouverture	153	3 324	58	9 617	1 329	503	14 984
Acquisitions	4	71	14	375	206	147	817 ⁽¹⁾
Dispositions	<u>4</u>	<u>52</u>	<u>1</u>		<u>12</u>	<u>13</u>	<u>82</u>
Coût des immobilisations – solde de clôture	<u>153</u>	<u>3 343</u>	<u>71</u>	<u>9 992</u>	<u>1 523</u>	<u>637</u>	<u>15 719</u>
Amortissement cumulé – solde d'ouverture		1 533	23	6 578	983	86	9 203
Dépenses d'amortissement		84	4	340	98	67	593
Incidence des dispositions		<u>43</u>			<u>9</u>	<u>5</u>	<u>57</u>
Amortissement cumulé – solde de clôture		<u>1 574</u>	<u>27</u>	<u>6 918</u>	<u>1 072</u>	<u>148</u>	<u>9 739</u>
Immobilisations (note 4)	<u>153</u> ⁽²⁾	<u>1 769</u>	<u>44</u>	<u>3 074</u>	<u>451</u>	<u>489</u>	<u>5 980</u> ⁽³⁾

⁽¹⁾ Y compris un montant de 6 millions de dollars d'intérêts capitalisés.

⁽²⁾ Les immobilisations comprennent des terrains acquis à une valeur symbolique aux fins du transport en commun.

⁽³⁾ Au 1^{er} avril 1997, les immobilisations de la Régie des installations olympiques ont été inscrites à une valeur comptable nette de 158 millions de dollars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon les conventions ci-après énumérées. Les renseignements compris dans ses états financiers consolidés sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements.

PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Le périmètre comptable du Gouvernement englobe les ministères, les organismes, les entreprises et les fonds spéciaux qui doivent rendre compte de la gestion de leurs opérations et ressources financières soit à un ministre, soit directement à l'Assemblée nationale et qui appartiennent au Gouvernement ou sont sous son contrôle. Ils sont énumérés en annexe aux états financiers.

Les organismes et les fonds exerçant des activités de nature fiduciaire sont exclus du périmètre comptable du Gouvernement. Ils sont énumérés en annexe aux états financiers.

MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du Gouvernement, à l'exception des entreprises du Gouvernement, sont homogénéisés et combinés ligne par ligne selon les conventions comptables décrites ci-après; les opérations et les soldes interentités sont éliminés.

Les entreprises du Gouvernement sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, la participation dans ces entreprises est enregistrée au coût, lequel est, d'une part, ajusté annuellement de la quote-part du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus et, d'autre part, réduit de la part des dividendes versés ou déclarés par l'entreprise qui revient au Gouvernement. Une entreprise du Gouvernement possède toutes les caractéristiques suivantes:

- a) elle constitue une entité juridique distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice;
- b) elle est investie des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales;
- c) elle a pour principale activité la vente de biens ou la prestation de services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du Gouvernement;
- d) elle peut, dans le cours normal de ses activités, poursuivre ses activités et faire face à ses dettes au moyen de revenus tirés de sources non comprises dans le périmètre comptable du Gouvernement.

REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, amendes et confiscations sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant des transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Les autres revenus sont comptabilisés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. À l'égard des intérêts créditeurs, la comptabilisation cesse lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent le coût des biens et services acquis au cours de l'année financière à l'exception des immobilisations pour lesquelles un amortissement annuel est comptabilisé.

Les transferts sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les transferts ont été autorisés et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

PASSIF

Créditeurs et frais à payer

Comptes à fin déterminée

La Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6) prévoit la création de comptes à fin déterminée dans lesquels peuvent être déposées les sommes reçues en fonction d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique. Ainsi, certains montants encaissables ou payables, reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale ou à diverses compensations de tiers, sont inscrits dans des comptes à fin déterminée.

Congés de maladie et vacances

Les obligations découlant des congés de maladie et vacances dus aux employés du Gouvernement sont comptabilisées à titre de passif. La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Les obligations découlant des emprunts et autres interventions financières garantis sont comptabilisées au passif lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

La provision représentant les pertes probables est évaluée en utilisant un taux basé sur l'expérience passée en matière de pertes sur chacun des programmes de garanties. Les garanties spéciales sont regroupées selon leur niveau de risque.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, les obligations au titre des prestations constituées sont évaluées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, concernant notamment l'inflation, l'intérêt et les salaires des employés. La méthode utilisée est toutefois redressée pour tenir compte de la façon dont les prestations sont gagnées par les salariés.

Charge totale relative aux régimes

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes y compris le coût des modifications aux régimes ainsi que les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou

pertes actuariels sont portés aux dépenses avec contrepartie au compte «Régimes de retraite», soit le passif au titre des régimes. Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels.

Dans le cas du Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE) et des transferts du RRE et du RRF au RREGOP, les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels sont amortis en ligne droite (méthode linéaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à l'ensemble de ces régimes. Les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels des autres régimes de retraite sont toutefois amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à chacun des régimes.

La charge totale relative aux régimes comprend également les frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées avec contrepartie au passif du compte «Régimes de retraite». Les revenus de placements du Fonds d'amortissement des régimes de retraite formé pour pourvoir au paiement des prestations de ces régimes sont pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé lors de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Les frais d'émission sont comptabilisés comme frais reportés puis amortis sur la durée de chaque emprunt.

La valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur à la date de l'arrêté des comptes et les variations sont inscrites comme gain ou perte de change non réalisé, puis amorties sur la durée de chaque emprunt.

Les gains ou pertes sur les instruments financiers de couverture sont reportés et amortis sur la durée restante de chaque contrat; cependant, les gains ou pertes de change sur des contrats à court terme visant à couvrir la dette à long terme sont amortis sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire, à l'exception des escomptes et des primes qui sont amortis selon le taux de rendement effectif de chaque emprunt.

AVOIRS FINANCIERS

Les placements temporaires, les débiteurs et les prêts et avances sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à leur valeur de recouvrement nette au moyen de provisions pour moins-values.

La participation dans les entreprises du Gouvernement est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les autres placements à long terme sont comptabilisés au coût et sont réduits de toute moins-value durable. Cette moins-value est imputée aux opérations de l'année financière où elle est constatée.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont des avoirs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Elles comprennent les terrains, les bâtiments, les aménagements tels ceux des parcs et des bases de plein air, les réseaux complexes tels les barrages, les canaux, les routes et les ponts, le matériel et l'équipement incluant les véhicules et les meubles, et le développement informatique.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, selon une méthode logique et systématique, sur une période correspondant à leur durée de vie utile; elles sont une composante de la dette nette. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les œuvres d'art et les trésors historiques ne sont pas comptabilisés à titre d'immobilisations mais sont indiqués en note aux états financiers et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie au passif des revenus reportés qui sont virés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Cependant, les terrains sont inscrits à leur valeur symbolique.

Les sommes reçues d'organismes non compris dans le périmètre comptable du Gouvernement pour l'achat d'immobilisations sont comptabilisées au passif à titre de revenus reportés et virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont déduites du coût de ces derniers.

2. MODIFICATIONS AUX CONVENTIONS COMPTABLES

L'effet des différentes modifications aux conventions comptables sur les opérations antérieures au 31 mars 1997 a été comptabilisé, au 1^{er} avril 1997, directement à l'état consolidé de la variation de la dette nette de l'année financière terminée le 31 mars 1998. Ces modifications ont eu pour effet d'augmenter le déficit – excédent des dépenses sur les revenus de 147 millions de dollars pour l'année financière terminée le 31 mars 1998.

Les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte de ces modifications.

Ces modifications aux conventions comptables détaillées ci-après et appliquées rétroactivement sans redressement ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de la présente année financière:

a) La comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite

Le Gouvernement comptabilise la totalité de ses obligations à l'égard des régimes de retraite, inscrit le coût des modifications à ces régimes dans l'année financière où elles ont lieu et comptabilise les actifs du Fonds d'amortissement des régimes de retraite selon une valeur axée sur la valeur marchande.

Auparavant, le passif actuariel des régimes autres que le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC), établi au 31 mars 1979, était inscrit graduellement en l'amortissant sur une période de 50 ans, soit jusqu'en 2028-2029. Le coût des modifications aux régimes de retraite était amorti, de façon linéaire, sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications devenaient effectives. Les actifs du Fonds d'amortissement des régimes de retraite étaient inscrits au coût d'acquisition.

	1998
	(en millions de dollars)
Dette nette	13 302
Régimes de retraite	13 302
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	129

b) La consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du Gouvernement

Le Gouvernement a redéfini son périmètre comptable en intégrant l'ensemble de ses fonds spéciaux, organismes et entreprises. Auparavant, les états financiers rendaient compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartenaient au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement était pourvu par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds.

	1998
	(en millions de dollars)
Dette nette	6 557
Emprunts	3 982
Emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement	(4 376)
Emprunts pour financer des travaux d'organismes municipaux	3 176
Autres passifs	1 024
Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	1 083
Participation dans les entreprises du Gouvernement	(927)
Placements à long terme	878
Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement	(4 376)
Autres avoirs financiers	1 674
Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	1 083
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	(574)

c) La modification à la méthode de comptabilisation des emprunts

Le Gouvernement comptabilise tous les emprunts selon le montant encaissé lors de l'émission et calcule distinctement, pour chacun des emprunts, l'amortissement des frais d'émissions reportés et des gains ou des pertes de changes non réalisés. Auparavant, à l'exception des emprunts à fort taux d'escompte, les emprunts étaient comptabilisés à la valeur nominale et les frais d'émission, de même que les escomptes et les primes, étaient amortis sur la durée restante de ces dettes alors que les gains ou pertes de change étaient amortis sur la durée restante de ces dettes en monnaies étrangères.

	1998
	(en millions de dollars)
Dette nette	775
Autres comptes:	
Frais reportés	(133)
Perte de change non réalisée	(774)
Emprunts	(132)
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	44

d) La comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public

Le coût des transformations structurelles du réseau de la santé et des services sociaux de même que les coûts des programmes de départs assistés et des mesures de départs volontaires étaient auparavant amortis sur une période déterminée. À compter de 1997-1998, les coûts reliés à ces mesures et aux transformations structurelles sont inscrits dans l'année financière où elles sont effectuées.

	1998
	(en millions de dollars)
Dette nette	656
Créditeurs et frais à payer	656
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	195

e) La comptabilisation des immobilisations

Le Gouvernement inscrit, à ses dépenses, l'amortissement du coût des immobilisations et, à la dette nette, la variation de la valeur comptable nette des immobilisations. Auparavant, le coût des immobilisations était inscrit aux dépenses budgétaires dans l'année financière où elles étaient acquises.

Également, les coûts de réfection de la chaussée sont maintenant comptabilisés à titre de dépenses courantes. Auparavant, ces dépenses étaient inscrites à l'actif du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR) et amorties sur la durée de vie utile. Cette modification a eu pour effet d'augmenter la contribution du Gouvernement au financement des activités de fonctionnement du FCARR.

	1998
	(en millions de dollars)
Dette nette	231
Créditeurs et frais à payer	231
Déficit – excédent des dépenses sur les revenus	353

3. REVENUS

SELON LA LÉGISLATION PERTINENTE, LES REVENUS SONT INSCRITS APRÈS DÉDUCTION DES MONTANTS SUIVANTS:

	1998	1997
	(en millions de dollars)	(note 13)
Impôt sur le revenu des particuliers:		
Remboursements d'impôts fonciers	151	181
Allocations d'aide aux familles	350	353
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	155	200
Hébergement d'un parent	15	17
Frais de garde	213	197
Autres	13	
Montants à reporter	897	948

	1998	1997
	(en millions de dollars)	(note 13)
Montants reportés	897	948
Impôt des sociétés:		
Crédits d'impôt remboursables:		
Pertes autres que perte en capital	55	79
Recherche scientifique et développement expérimental	134	287
Formation de la main-d'œuvre	43	71
Productions cinématographiques	65	71
Crédit d'impôt des grandes sociétés	175	
Autres	19	11
	491	519
Droits et permis:		
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres		8
Contrôle routier	34	34
Travaux sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	407	192
	441	234
	1 829	1 701

4. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition et présentées à la dette nette. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes en fonction de leur durée probable d'utilisation:

Catégorie	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiment	Linéaire et intérêts composés	10 à 50 ans
Aménagement	Linéaire et intérêts composés	5 à 10 ans
Réseau complexe	Linéaire	10 à 40 ans
Matériel et équipement	Linéaire	3 à 20 ans
Développement informatique	Linéaire	5 à 10 ans

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et de vidéos.

5. RÉGIMES DE RETRAITE

Le gouvernement du Québec contribue à plusieurs régimes de retraite pour l'ensemble de ses employés. Les participants à ces régimes sont les membres de l'Assemblée nationale, les juges de la Cour du Québec et les employés des secteurs public et parapublic.

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 1997	Nombre de prestataires au 31 décembre 1997
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	493 500	98 804
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	21 000 *	38 614
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	7 800 *	26 903
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	4 200	2 920
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 800	636
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	330	50
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	295	267
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	130	263
	530 055	168 457

* Depuis le 1^{er} juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

Ces régimes sont à prestations déterminées et garantissent aux employés un revenu déterminé au moment de la retraite. Les prestations sont calculées en fonction du revenu moyen des cinq meilleures années et des années de service des participants. Elles sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie des prestations acquises avant le 1^{er} juillet 1982 alors qu'après cette date, elles sont partiellement indexées.

En vertu de l'article 130 de la Loi sur le RREGOP, le Gouvernement doit contribuer au paiement des prestations des retraités des secteurs public et parapublic dans une proportion de 58,33 % (7/12) pour les années de service avant le 1^{er} juillet 1982 et de 50 % pour les années de service à partir du 1^{er} juillet 1982.

Les obligations actuarielles au titre des prestations constituées aux fins de comptabilisation ont été établies selon les recommandations du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés. Ces obligations ont été évaluées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables.

Hypothèses économiques à long terme aux fins de la comptabilisation:

Rendement, net d'inflation	4,70 %
Taux d'inflation	3,00 %
Progression des salaires, nette d'inflation	1,25 %

Par ailleurs, pour établir ou réviser le taux de cotisation des employés et du gouvernement pour le RREGOP, la CARRA utilise une méthode reconnue par l'Institut canadien des actuaires, soit la méthode actuarielle de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif, ainsi que des hypothèses à long terme de nature économique plus prudentes. Selon cette méthode et ces hypothèses, l'actif de la caisse de retraite de ce régime en provenance du gouvernement est de 28 608 millions de dollars au 31 décembre 1997. Le passif du gouvernement à l'égard de ce régime, établi selon les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés aux fins de la comptabilisation, est de 18 664 millions de dollars tel qu'il apparaît à ses états financiers au 31 mars 1998.

Les estimations les plus récentes, soit celles au 31 décembre 1997, produites et émises en 1998, ont été établies à partir des évaluations actuarielles, au 31 décembre 1996 pour le RREGOP, le RRE, le RRF, le

RRMAN et le RRJCQ, au 31 décembre 1994 pour le RRMSQ, le RRAPSC et le RREFQ et au 31 décembre 1990 pour le RRCE.

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes au RREGOP et au RREFQ sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, alors que celles des autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif des régimes.

Le passif du Gouvernement correspond pour le RREGOP et le RREFQ à l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que, pour les autres régimes, il correspond aux obligations du Gouvernement envers les participants c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu.

PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETAITE

	Obligations au titre des prestations constituées ⁽¹⁾	Redressements (en millions de dollars)	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 1998	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 1997 (note 13)
RREGOP				
- service régulier	16 759	(579)	16 180	15 351
- service transféré	2 506	(22)	2 484	541
RRE et RRCE	14 956	(386)	14 570	7 029
RRF	5 630	(194)	5 436	1 418
Autres	2 887	60	2 947	2 136
	<u>42 738</u>	<u>(1 121)</u>	<u>41 617</u>	<u>26 475</u>
Fonds d'amortissement ⁽²⁾	<u>(1 179)</u>		<u>(1 179)</u>	<u>(1 014)</u>
	<u>41 559</u>	<u>(1 121)</u>	<u>40 438</u>	<u>25 461</u>

(1) À la suite de la prise en compte des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels des régimes de 1993 à 1996, les évaluations actuarielles au 31 décembre 1996 pour le RREGOP, le RRE et le RRF ont amené une augmentation des obligations du Gouvernement à cette même date de 1 078 millions de dollars, comparativement aux obligations estimées à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1993 pour les états financiers de 1996-1997. Selon les conventions comptables, ce montant sera amorti à compter de 1998-1999 sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants.

(2) En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6, section VII.I), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite», pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite. Les actifs du Fonds d'amortissement sont comptabilisés à une valeur axée sur la valeur marchande. Au cours de l'année financière 1997-1998, le ministre n'a pas effectué de tels placements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Cependant, au 31 mars 1998, un revenu de 84 millions de dollars (91 millions de dollars en 1997) a été imputé au fonds d'amortissement, lequel montant a été pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

CHARGE TOTALE RELATIVE AUX RÉGIMES

	1998 (en millions de dollars)	1997 (note 13)
Charge de retraite		
Coût des prestations constituées excluant les frais d'intérêts	885	881
Cotisations des salariés	(120)	(150)
Cotisations des employeurs autonomes	<u>(22)</u>	<u>(28)</u>
	<u>743</u>	<u>703</u>
Amortissement du passif actuariel non inscrit		844
Amortissement des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou des pertes actuarielles		(517)
Amortissement du coût des modifications	<u>743</u>	<u>186</u>
	<u>3 049</u>	<u>2 040</u>
Frais d'intérêt relatifs aux régimes de retraite		
	<u>3 792</u>	<u>3 256</u>
Total	<u>3 792</u>	<u>3 256</u>

6. EMPRUNTS

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaie ¹	1998			1997	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 13)
En dollar canadien	37 111	37 111	8,002	33 460	33 460
En dollar américain	8 011	11 353	8,078	6 923	9 583
En yen japonais	485 642	5 178	5,866	478 009	5 349
En franc suisse	2 826	2 626	3,103	2 599	2 502
En mark allemand	1 700	1 302	5,110	1 980	1 644
En franc français	4 187	957	11,129	4 265	1 052
En livre sterling	198	469	9,531	200	455
		58 996	7,610 %		54 045
Moins:					
Fonds d'amortissement		1 702			1 420
Total		57 294			52 625

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Année d'échéance	En dollar canadien	En dollar américain	En yen japonais	En franc suisse	En mark allemand	Autres	Total 1998 (en millions de dollars) (note 13)
1999	5 101	1 272	1 308	326	15		8 022
2000	4 066	890		202	489		5 647
2001	3 889			431			4 320
2002	2 711	896		436	308		4 351
2003	2 876	673		238	77		3 864
	18 643	3 731	1 308	1 633	889		26 204
2004-2008	10 005	2 267		514	337	505	13 628
2009-2013	2 750	173	1 965	479		803	6 170
2014-2018	565	747	1 675		76		3 063
2019-2023	1 752	142	18			118	2 030
2024 et plus	2 233	3 754	212				6 199
Total	35 948	10 814	5 178	2 626	1 302	1 426	57 294

Note: Cet échéancier tient compte d'un montant de 2 309 en 1999, pour les bons du trésor, d'un montant de 435 en 1999 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 423 en 1999, 297 en 2000, 265 en 2001, 211 en 2002, 169 en 2003 et 543 pour les années 2004-2008. Par ailleurs, les montants en dollars canadien et américain tiennent compte des fonds d'amortissement.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations, de rembourser les emprunts venant à échéance et de maintenir les liquidités au niveau désiré, le Gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

Pour gérer les mouvements des taux d'intérêt et de change sur ces marchés, le Gouvernement utilise des instruments financiers, notamment les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt et les contrats de change à terme.

7. EMPRUNTS POUR FINANCER LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ÉDUCATION ET LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Les emprunts effectués par le Gouvernement pour des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des entreprises du Gouvernement sont présentés distinctement au passif. En contrepartie de ces emprunts, des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que les emprunts et inscrites à titre d'avoirs financiers.

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaie ¹	1998			1997	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 13)
En dollar canadien	4 696	4 696	6,344	7 102	7 102
En dollar américain	86	120	5,777	360	498
En yen japonais	2 019	21	2,250	2 000	22
		4 837	6,312 %		7 622
Moins:					
Fonds d'amortissement		10			7
Total		4 827			7 615

(¹) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Année d'échéance	En dollar canadien	En dollar américain	En yen japonais	Total 1998 (en millions de dollars) (note 13)
1999	712	1		713
2000	583			583
2001	519			519
2002	482			482
2003	643	115	21	779
	2 939	116	21	3 076
2004-2008	1 547	4		1 551
2009-2013	16			16
2014-2018	11			11
2019-2023	173			173
2024 et plus				
Total	4 686	120	21	4 827

8. EMPRUNTS POUR FINANCER DES TRAVAUX D'ORGANISMES MUNICIPAUX

Dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, le Gouvernement s'engage, selon une entente signée conjointement avec les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE) à contribuer au financement du coût des travaux en remboursant le capital et les intérêts selon les échéances des emprunts contractés par la SQAE.

Les emprunts tels les obligations et effets à payer convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance:

Monnaie ¹	En millions d'unités monétaires	1998	Taux d'intérêt moyen pondéré %
		Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	
En dollar canadien	2 141	2 141	8,78
En dollar américain	172	227	9,34
En yen japonais	12 000	169	10,05
En franc suisse	125	102	12,69
En mark allemand	411	363	9,43
En franc luxembourgeois	4 000	174	7,72
Total		3 176	9,08 %

(¹) Convertie aux taux des instruments de couverture des risques de change s'y rapportant.

Année d'échéance	En dollar canadien	En dollar américain	En yen japonais	En franc suisse	En mark allemand	En franc luxem- bourgeois	Total
1999	527	58					585
2000	75						75
2001	200	69		102	119		490
2002	180		99				279
2003	399						399
	1 381	127	99	102	119		1 828
2004-2008	710	100	70		244	174	1 298
2009-2013							
2014-2018	50						50
2019-2023							
2024 et plus							
Total	2 141	227	169	102	363	174	3 176

9. PROVISION POUR FINANCER LES IMMOBILISATIONS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION

En vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29), de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3), de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17) et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), le Gouvernement a créé des fonds d'amortissement ayant pour objet, à même les sommes déposées par le ministre responsable, d'acquitter les emprunts (principal et intérêts) pour le financement des immobilisations des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Au 31 mars 1998, les actifs nets détenus par ces fonds d'amortissement se répartissent comme suit:

	1998
	(en millions de dollars)
Fonds d'amortissement afférents à des emprunts:	
de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	178
de commissions scolaires du Québec	385 ⁽¹⁾
d'établissements universitaires du Québec	210
d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	310
	1 083

⁽¹⁾ Y compris un montant de 24 millions de dollars déposé dans une institution financière et déboursé le 1^{er} avril 1998.

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- A) Les engagements pour des transferts à des entreprises et organismes sans but lucratif, à des commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux, pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour leurs autres dépenses en capital ainsi que certains autres engagements, sont présentés sommairement à l'annexe 16. Ces engagements totalisent 17 267 millions de dollars au 31 mars 1998 (19 836 millions de dollars au 31 mars 1997).
- B) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 44 981 millions de dollars au 31 mars 1998 (43 624 millions de dollars au 31 mars 1997) dont 38 632 millions de dollars au 31 mars 1998 (38 194 millions de dollars au 31 mars 1997) se rapportent aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 16.
- C) Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 487 millions de dollars (385 millions de dollars en 1997), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée.

11. OPÉRATIONS IMPORTANTES DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT AVEC LES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Les opérations les plus importantes entre le Gouvernement et ses entreprises totalisent pour l'année 1998, 389 millions de dollars, dont 247 millions de dollars à la Corporation d'hébergement du Québec.

12. INCERTITUDE DÉCOULANT DU PASSAGE À L'AN 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les programmes informatiques du Gouvernement qui sont sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs ou des défaillances de systèmes lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1^{er} janvier de l'an 2000, ou

encore avant ou après cette date. Si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur les opérations et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité du Gouvernement d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur le Gouvernement, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

Le Gouvernement s'affaire cependant à régler sans tarder les problèmes susceptibles d'être causés par le passage à l'an 2000 dans le traitement informatique de ses données. On ne prévoit pas que les coûts reliés aux modifications, remplacements ou retraits d'éléments importants des systèmes informatiques aient une incidence sensible sur la situation financière du Gouvernement. Tout en maintenant et en assurant un suivi rigoureux sur l'état d'avancement de l'ensemble des travaux requis pour assurer un passage harmonieux à l'an 2000, l'action du Gouvernement cible en priorité les systèmes, infrastructures technologiques, interfaces et équipements spécialisé reliés au maintien des activités essentielles reliées à la santé, à la sécurité et à la stabilité économique.

Ces activités essentielles ont été identifiées et tous les efforts consentis visent à en assurer le maintien. Dans l'incapacité prévisible de procéder à tous les préparatifs nécessaires, et ce, même en différant des travaux moins cruciaux, le Gouvernement prévoit dès maintenant, si ce n'est pas déjà fait, préparer des plans de contingence et assurer la mise en place de mesures préventives.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres comparatifs de 1997 n'ont pas été redressés pour tenir compte des changements apportés aux conventions comptables, étant donné que l'on ne peut les déterminer adéquatement. Cependant, certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

**MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DONT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ONT ÉTÉ EFFECTUÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
ET INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

Affaires municipales

Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
Commission municipale du Québec
Régie de la sécurité dans les sports du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Commission de protection du territoire agricole du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Assemblée nationale

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique
Commission de la fonction publique

Conseil exécutif

Culture et Communications

Commission de protection de la langue française
Commission de toponymie
Commission des biens culturels du Québec
Conseil de la langue française
Office de la langue française
Régie des télécommunications
Régie du cinéma

Développement des régions et Affaires autochtones

Éducation

Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Conseil supérieur de l'éducation

Emploi, Solidarité et Condition féminine

Conseil du statut de la femme

Environnement et Faune

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Famille et Enfance

Conseil de la famille et de l'enfance
Office des services de garde à l'enfance

Finances

Inspecteur général des institutions financières
Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Industrie, Commerce, Science et Technologie

Conseil de la science et de la technologie

Justice

Tribunal des droits de la personne

Métropole

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Directeur général des élections - Commission de la représentation
Protecteur du citoyen
Vérificateur général

Relations avec les citoyens et Immigration

Bureau de révision en immigration
Commission d'accès à l'information
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Conseil des aînés
Conseil des relations interculturelles
Conseil permanent de la jeunesse
Office de la protection du consommateur

Relations internationales

Ressources naturelles

Revenu

Santé et Services sociaux

Conseil de la santé et du bien-être
Conseil médical du Québec
Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité publique

Comité de déontologie policière
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Régie des alcools, des courses et des jeux

Tourisme

Transports

Commission des transports du Québec

Travail

Commission de l'équité salariale
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil des services essentiels
Régie du bâtiment du Québec

ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

ORGANISMES

Agence de l'efficacité énergétique
 Agence métropolitaine de transport
 Bibliothèque nationale du Québec
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission de la capitale nationale du Québec
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des affaires sociales
 Commission des normes du travail
 Commission des services juridiques
 Commission des valeurs mobilières du Québec
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Conseil des assurances de dommages
 Conseil des assurances de personnes
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Office des professions du Québec
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie de l'énergie
 Régie des installations olympiques et le Fonds spécial olympique
 Sidbec
 Société de développement des entreprises culturelles
 Société de développement industriel du Québec
 Société de financement agricole
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société de télédiffusion du Québec
 Société des traversiers du Québec
 Société d'habitation du Québec
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
 Société immobilière du Québec

ORGANISMES (suite)

Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement international
Fonds de développement du marché du travail
Fonds de financement
Fonds de gestion des départs assistés
Fonds de la formation à distance
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de la lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de l'assurance-médicaments
Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds de l'information gouvernementale
Fonds de partenariat touristique
Fonds de perception
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires *
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds des technologies de l'information sous la responsabilité de la ministre de la Sécurité du revenu et ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds forestier
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles
Fonds relatif à la tempête de verglas
Fonds spécial de financement des activités locales

* Cet organisme effectue aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du Gouvernement.

**ENTREPRISES INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE
DU GOUVERNEMENT**

Centre de recherche industrielle du Québec

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Corporation d'hébergement du Québec **

Fonds de financement **

Fonds d'indemnisation du courtage immobilier

Hydro-Québec *

Loto-Québec

Régie de l'assurance-dépôt du Québec

Société de développement de la Baie James (SDBJ)

Société de l'assurance automobile du Québec

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)

Société des alcools du Québec

Société des établissements de plein air du Québec

Société d'habitation du Québec **

Société générale de financement du Québec

Société Innovatech du Grand Montréal

Société Innovatech du Sud du Québec

Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches

Société québécoise des transports

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)

* Cet organisme effectue aussi des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du Gouvernement.

** Entités faisant l'objet d'une restructuration administrative et financière annoncée dans le cadre de la réforme de la comptabilité gouvernementale.

**ORGANISMES ET FONDS EXERÇANT DES ACTIVITÉS DE NATURE FIDUCIAIRE
ET EXCLUS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec

Comité centraide - secteur public

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec

Curateur public (Le)

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées

Fonds d'assurance récolte

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds de contrat à terme

Fonds des cautionnements des agents de voyages

Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)

Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes

Fonds d'indemnisation en assurance de dommages

Fonds d'indemnisation en assurance de personnes

Fonds en fidéicommis

Hydro-Québec - Caisse de retraite

Régie des rentes du Québec

DÉTAIL DES REVENUS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Impôt sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	14 165	12 867
Cotisations au Fonds des services de santé	4 071	3 768
Impôts des sociétés	3 505	2 931
Autres		(1)
	<u>21 741</u>	<u>19 565</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	5 505	5 213
Carburants	1 532	1 454
Tabac	371	283
Pari mutuel	13	
	<u>7 421</u>	<u>6 950</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	700	490
Boissons alcooliques	129	123
Ressources naturelles	396	227
Autres	223	156
	<u>1 448</u>	<u>996</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	1 397	510
Intérêts	339	234
Amendes, confiscations et recouvrements	400	368
	<u>2 136</u>	<u>1 112</u>
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement		
Commission de la santé et de la sécurité du travail	511	
Société des alcools du Québec	378	372
Loto-Québec	1 068	972
Hydro-Québec	636	661
Autres	141	181
	<u>2 734</u>	<u>2 186</u>
Total des revenus autonomes	<u>35 480</u>	<u>30 809</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	4 229	4 102
Contributions aux programmes sociaux	1 660	2 554
Contributions aux programmes de bien-être		(2)
Autres transferts liés aux accords fiscaux	26	(37)
Autres programmes	75	102
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>5 990</u>	<u>6 719</u>
Total des revenus	<u>41 470</u>	<u>37 528</u>

DÉTAIL DES DÉPENSES

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE		
Transfert		
Rémunération	15 709	16 607
Fonctionnement	2 848	2 969
Capital	948	951
Intérêt	1 449	1 135
Support	8 574	7 993
	<u>29 528</u>	<u>29 655</u>
Affectation à un fonds spécial		
Rémunération		136
Fonctionnement		100
Capital		112
Intérêt		353
Support		59
		<u>760</u>
Rémunération	3 148	2 635
Fonctionnement	1 814	1 270
Amortissement des immobilisations	593	
Capital		128
Créances douteuses et autres provisions	1 219	436
Sous-total	<u>36 302</u>	<u>34 884</u>
Service de la dette	7 360	5 861
TOTAL DES DÉPENSES	<u>43 662</u>	<u>40 745</u>

DÉCOUVERT BANCAIRE
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Chèques en circulation	482	622
Emprunts temporaires	<u>653</u>	<u>622</u>
	<u>1 135</u>	<u>622</u>
Espèces en banque	193	41
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	<u>205</u>	<u>67</u>
	<u>398</u>	<u>108</u>
	<u>737</u>	<u>514</u>

CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	1998	1997 (note 13)
Rémunération	113	105
Fournisseurs	712	648
Avances des fonds en fidéicommis	87	392
Comptes d'accord de perception fiscale		
Fiscalité municipale	375	348
Autres	97	35
Comptes à fin déterminée ⁽²⁾	5	1
Transferts		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	706	869
Établissements de santé et de services sociaux	798	125
Municipalités et organismes municipaux	62	59
Autres	1 355	503
Intérêts courus sur emprunts	1 550	1 482
Congés de maladie et vacances ⁽¹⁾	748	713
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties ⁽¹⁾	791	634
Régime de rentes de survivants ⁽¹⁾	304	
Provision pour financer l'assainissement des eaux		124
	7 703	6 038

⁽¹⁾ Comprenant principalement des sommes à payer sur une période excédant l'année qui suit la date de l'état de la situation financière.⁽²⁾ Sommaire des comptes à fin déterminée

	Rentrées et autres crédits			
	Paielements et autres débits	Transferts du gouvernement du Canada – Autres programmes	Ventes de biens et services	Excédent
VENTES DE BIENS ET SERVICES				
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	4		5	1
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	104		104	
Compte pour le financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	5		5	
Autres	6		9	3
TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA				
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	6	6		
Compte pour le programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	9	9		
Compte pour les travaux d'infrastructures	67	67		
Compte relatif à la tempête de verglas	396	396		
Autres	8	9		1
		487	123	
	605	610		5

EMPRUNTS

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

Sommaire par monnaie et par catégorie d'emprunt	1998			1997		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (note 13)	
EN DOLLAR CANADIEN						
Bons du trésor	2 309	2 309		2 730	2 730	
Produits d'épargne	1 980	1 980		1 563	1 563	
Obligations et billets	20 870	20 870		17 561	17 561	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	1 579	1 579		949	949	
Billets à moyen terme sur le marché américain	15	15				
Billets à moyen terme sur le marché européen	30	30		30	30	
Obligations découlant de contrats de location- acquisition	272	272				
Contrats d'échange de devises	10 056	10 056		10 627	10 627	
	<u>37 111</u> \$CAN	<u>37 111</u>	<u>8,002</u> %	<u>33 460</u> \$CAN	<u>33 460</u>	
EN DOLLAR AMÉRICAIN						
Billets de trésorerie	307	435		69	96	
Obligations et billets	8 162	11 563		8 225	11 385	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	19		13	18	
Billets à moyen terme sur le marché américain	926	1 312		936	1 296	
Billets à moyen terme sur le marché européen	1 311	1 858		1 017	1 408	
Contrats d'échange de devises	(2 708)	(3 834)		(3 337)	(4 620)	
	<u>8 011</u> \$US	<u>11 353</u>	<u>8,078</u> %	<u>6 923</u> \$US	<u>9 583</u>	
EN YEN JAPONAIS						
Obligations et billets	342 305	3 639		308 661	3 454	
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 390	36		3 400	38	
Billets à moyen terme sur le marché européen	471 531	5 012		509 416	5 700	
Contrat d'échange de devises	(331 584)	(3 509)		(343 468)	(3 843)	
	<u>485 642</u> ¥	<u>5 178</u>	<u>5,866</u> %	<u>478 009</u> ¥	<u>5 349</u>	
EN FRANC SUISSE						
Obligations et billets	916	852		866	835	
Contrats d'échange de devises	1 910	1 774		1 733	1 667	
	<u>2 826</u> FS	<u>2 626</u>	<u>3,103</u> %	<u>2 599</u> FS	<u>2 502</u>	
EN MARK ALLEMAND						
Obligations et billets	2 687	2 058		2 706	2 247	
Billets à moyen terme sur le marché européen	495	379		147	122	
Contrats d'échange de devises	(1 482)	(1 135)		(873)	(725)	
	<u>1 700</u> DM	<u>1 302</u>	<u>5,110</u> %	<u>1 980</u> DM	<u>1 644</u>	
EN FRANC FRANÇAIS						
Obligations et billets	7 805	1 784		9 800	2 418	
Billets à moyen terme sur le marché européen	4 794	1 096		2 000	493	
Contrats d'échange de devises	(8 412)	(1 923)		(7 535)	(1 859)	
	<u>4 187</u> FF	<u>957</u>	<u>11,129</u> %	<u>4 265</u> FF	<u>1 052</u>	
EN LIVRE STERLING						
Obligations et billets	198	469		200	455	
	<u>198</u> £	<u>469</u>	<u>9,531</u> %	<u>200</u> £	<u>455</u>	
MONTANTS À REPORTER		58 996			54 045	

EMPRUNTS (suite)
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

Sommaire par monnaie et par catégorie d'emprunt	1998		Taux d'intérêt moyen pondéré %	1997	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien		En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (note 13)
MONTANTS REPORTÉS		58 996			54 045
EN FLORIN NÉERLANDAIS					
Obligations et billets	351	238		350	258
Contrats d'échange de devises	(351)	(238)		(350)	(258)
	FL			FL	
EN DOLLAR AUSTRALIEN					
Obligations et billets	366	362		385	418
Contrats d'échange de devises	(366)	(362)		(385)	(418)
	\$A			\$A	
EN FRANC LUXEMBOURGEOIS					
Obligations et billets	2 055	76			
Contrat d'échange de devises	(2 055)	(76)			
	FLUX				
EN PESETA ESPAGNOLE					
Obligations et billets	10 074	91			
Contrats d'échange de devises	(10 074)	(91)			
	PTA				
		58 996	7,610 %		54 045
MOINS:					
Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec		1 702			1 420
		57 294			52 625

EMPRUNTS (suite)
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

FONDS D'AMORTISSEMENT

SOLDE DU FONDS
AU 31 MARS 1998

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Solde au début déjà établi	1 427	1 210
Redressement:		
Réévaluation des placements en devises étrangères	3	
Organismes et fonds spéciaux consolidés	<u>22</u>	
Solde redressé	1 452	1 210
Plus:		
Versement du Fonds consolidé du revenu	107	94
Revenu net	181	101
Revenus sur contrats d'échange de taux d'intérêts	<u>26</u>	<u>37</u>
	1 766	1 442
Moins:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>54</u>	<u>15</u>
Solde à la fin	<u>1 712</u> ⁽¹⁾	<u>1 427</u>

⁽¹⁾ Y compris un montant de 10 millions de dollars (7 millions de dollars en 1997) du Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement.

FONDS D'AMORTISSEMENT

BILAN
AU 31 MARS 1998

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	225	51
Gouvernement du Canada		15
Certificats de dépôt	244	152
Prêts sur titres		109
Obligations		
Gouvernement du Québec	728	760
Gouvernement du Canada	53	
Gouvernement des États-Unis	2	3
Garanties par le gouvernement du Québec	488	402
Organismes municipaux	13	
Emprunts du gouvernement du Québec	<u>24</u>	
	1 777	1 492
Autres éléments d'actifs		
Encaisse	1	20
Intérêts courus sur placements	17	17
Débiteurs sur contrats d'échange de taux d'intérêts	<u>26</u>	<u>37</u>
	44	74
Passif		
Gain de change non réalisé	10	15
Crédits reportés	103	112
Gains reportés sur contrats à terme	<u>(4)</u>	<u>12</u>
	109	139
Solde du Fonds	<u>1 712</u> ⁽¹⁾	<u>1 427</u>

⁽¹⁾ Y compris un montant de 10 millions de dollars (7 millions de dollars en 1997) du Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement.

EMPRUNTS (suite)
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

FONDS D'AMORTISSEMENT
PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS
AU 31 MARS 1998

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Provenance des fonds		
Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu, revenu net et revenu – Fonds d'amortissement des emprunts octroyés	309	232
Valeurs échues ou vendues	<u>87 514</u>	<u>39 220</u>
	87 823	39 452
Diminution des intérêts courus sur placement		8
Augmentation des gains reportés sur contrats à terme	<u>(16)</u>	<u>7</u>
	<u>87 807</u>	<u>39 467</u>
Utilisation des fonds		
Achats d'obligations et de billets	87 772	39 437
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunt spécifique	<u>54</u>	<u>15</u>
	87 826	39 452
Augmentation du solde de banque	<u>(19)</u>	<u>15</u>
	<u>87 807</u>	<u>39 467</u>

**EMPRUNTS POUR FINANCER LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ÉDUCATION
ET LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT⁽¹⁾**

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

Sommaire par monnaie et par catégorie d'emprunt	1998			1997		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (note 13)	
EN DOLLAR CANADIEN						
Bons du trésor	662	662		270	270	
Obligations et billets	3 256	3 256		5 317	5 317	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	109	109		109	109	
Billets à moyen terme sur le marché américain	67	67		82	82	
Contrats d'échange de devises	602	602		1 324	1 324	
	4 696	4 696	6,344 %	7 102	7 102	
EN DOLLAR AMÉRICAIN						
Billets de trésorerie	1	1		13	18	
Obligations et billets	3	4		100	138	
Billets à moyen terme sur le marché américain	273	386		561	777	
Billets à moyen terme sur le marché européen	70	99		118	163	
Contrats d'échange de devises	(261)	(370)		(432)	(598)	
	86	120	5,777 %	360	498	
EN YEN JAPONAIS						
Obligations et billets	5 000	53		44 000	492	
Billets à moyen terme sur le marché européen	3 509	37		7 912	89	
Contrats d'échange de devises	(6 490)	(69)		(49 912)	(559)	
	2 019	21	2,250 %	2 000	22	
EN MARK ALLEMAND						
Obligations et billets				200	166	
Billets à moyen terme sur le marché européen				100	83	
Contrats d'échange de devises				(300)	(249)	
						DM
		4 837	6,312 %		7 622	
Moins:						
Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec		10			7	
		4 827			7 615	

⁽¹⁾ Des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que ces emprunts.

PLACEMENTS TEMPORAIRES

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Bons du trésor du Canada	1	
Certificats de dépôt	30	
Acceptations bancaires	32	
Obligations des municipalités	2	
Autres	<u>5</u>	<u></u>
	<u>70</u>	<u></u>

DÉBITEURS

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Débiteurs		
Impôts sur les revenus et les biens ⁽¹⁾	2 213	2 363
Taxes à la consommation ⁽¹⁾	1 208	1 570
Droits et permis ⁽¹⁾	142	106
Revenus divers	1 511	597
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement	411	67
Transferts du gouvernement du Canada	660	126
Comptes à fin déterminée:		
Ventes de biens et services	16	5
Transferts du gouvernement du Canada	104	141
Dépenses et autres	<u>301</u>	<u>447</u>
	<u>6 566</u>	<u>5 422</u>
Moins: Provision pour créances douteuses	<u>911</u>	<u>1 219</u>
Plus: Intérêts courus sur placements	<u>11</u>	<u>12</u>
	<u>5 666</u>	<u>4 215</u>

⁽¹⁾ Y compris pour les agents et mandataires, 596 millions de dollars pour l'impôt sur les revenus et les biens (596 millions de dollars en 1997), 860 millions de dollars pour les taxes à la consommation (983 millions de dollars en 1997), 94 millions de dollars pour les droits et permis (68 millions de dollars en 1997).

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

			1998	1997
	Prêts et avances	Valeur de consoli- dation	Participation dans les entreprises du Gouvernement	Participation dans les entreprises du Gouvernement (note 13)
Centre de recherche industrielle du Québec		13	13	
Commission de la santé et de la sécurité du travail ⁽²⁾	1	(1 832)	(1 831)	1
Corporation d'hébergement du Québec		300	300	
Fonds de financement		13	13	
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽³⁾		3	3	
Hydro-Québec ⁽²⁾	6	13 144	13 150	12 873
Loto-Québec		90	90	94
Régie de l'assurance-dépôts du Québec ⁽³⁾		139	139	
Sidbec ⁽²⁾				(25)
Société de développement de la Baie James ⁽²⁾		3	3	3
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽²⁾		402	402	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	14	230	244	240
Société des alcools du Québec		45	45	41
Société des établissements de plein air du Québec	15	18	33	(1)
Société des traversiers du Québec				(5)
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud				2
Société d'habitation du Québec ⁽³⁾		13	13	
Société générale de financement du Québec (SGF) ⁽²⁾		704	704	574
Société immobilière du Québec				90
Société Innovatech du Grand Montréal	62	94	156	26
Société Innovatech du Sud du Québec	4	5	9	4
Société Innovatech Québec et Chaudière – Appalaches	20	15	35	7
Société nationale de l'amiante				5
Société québécoise des transports				1
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)		66	66	72
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)		124	124	117
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)		25	25	20
Total	122	13 614	13 736	14 139 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Excluant un montant de 48 millions de dollars de dotations, prêts et avances consentis à des organismes consolidés du Gouvernement.

⁽²⁾ La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1997 ajustée des résultats intérimaires non vérifiés du 1er janvier au 31 mars 1998.

⁽³⁾ La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1997.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

ÉCHÉANCIER DES OBLIGATIONS, BILLETS, PRÊTS ET AVANCES

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
1998		9
1999	108 ⁽¹⁾	12
2000	7	7
2001		
2002		
2003		
	<u>115</u>	<u>28</u>
2004-2008		
2009-2013		
2014-2018		
2019-2023		
2024 et plus		
	<u>115</u>	<u>28</u>
Échéance indéterminée	<u>7</u>	<u>53</u>
	<u>122</u>	<u>81</u>

⁽¹⁾ En vertu des articles 42 de la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.Q., 1998, chapitre 19), de la Loi sur la Société Innovatech du Sud du Québec (L.Q., 1998, chapitre 22) et de la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.Q., 1998, chapitre 21), des avances de 62 millions de dollars, 4 millions de dollars et 21 millions de dollars respectivement seront converties en capital-actions selon les modalités déterminées par le ministre des Finances.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

	1998						1997
	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou (perte nette)	Passif	Actif	Avoir net	Avoir net
Centre de recherche industrielle du Québec	28	34	(6)	14	27	13	
Commission de la santé et de la sécurité du travail ⁽³⁾	2 338	1 817	521	8 139	6 318	(1 821) ⁽³⁾	
Corporation d'hébergement du Québec	195	216	(21)	3 805	4 105	300	
Fonds de financement	215	209	6	2 809	2 822	13	
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽³⁾					3	3	
Hydro-Québec ⁽²⁾	8 290	7 654	636	43 013	56 319	13 306 ⁽⁴⁾	12 888
Loto-Québec	2 837	1 747	1 090	456	546	90	94
Régie de l'assurance-dépôts du Québec ⁽³⁾	21	1	20	1	140	139	
Sidbec ⁽²⁾							(25)
Société de développement de la Baie-James ⁽²⁾	19	19		6	9	3	3
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽²⁾	1 162	1 131	31	4 830	5 232	402	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	139	135	4	134	364	230	226
Société des alcools du Québec	1 136	758	378	211	256	45	41
Société des établissements de plein air du Québec	31	30	1	62	52	(10) ⁽⁵⁾	(10)
Société des traversiers du Québec							(5)
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud							2
Société d'habitation du Québec ⁽³⁾	233	233		2 525	2 538	13	
Société générale de financement du Québec ⁽²⁾	466	426	40	283	987	704	574
Société immobilière du Québec							82
Montants à reporter	17 110	14 410	2 700	66 288	79 718	13 430	13 870

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

	1998			1997		
	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou (perte nette)	Passif	Actif	Avoir net
Montants reportés	17 110	14 410	2 700	66 288	79 718	13 430
Société Innovatech du Grand Montréal	3	10	(7)	63	157	94
Société Innovatech du Sud du Québec	1	1		5	10	5
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	3	3		21	36	15
Société nationale de l'amiante						5
Société québécoise des transports ⁽¹⁾						1
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	1	7	(6)	1	67	66
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	130	114	16	14	138	124
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	9	4	5	15	40	25
TOTAL	17 257	14 549	2 708	66 407	80 166	13 759
						14 077

⁽¹⁾ Cette société a été dissoute à compter du 1^{er} avril 1998.⁽²⁾ Ces résultats proviennent d'états vérifiés au 31 décembre 1997 ajustés des résultats intermédiaires non vérifiés du 1^{er} janvier au 31 mars 1998.⁽³⁾ Ces résultats proviennent d'états vérifiés au 31 décembre 1997.⁽⁴⁾ Excluant 144 millions de dollars représentant les frais de garantie d'emprunt de l'année civile 1998 comptabilisés comme revenus du Gouvernement au cours de l'année financière 1997-1998 et 19 millions de dollars représentant un gain non matérialisé lors d'opérations entre apparentés.⁽⁵⁾ Incluant 8 millions de dollars pour la perte inscrite en réduction des actifs relatifs aux activités abandonnées en 1994 et excluant une augmentation de 35 millions de dollars du placement correspondant à la reconnaissance, par le Gouvernement, d'un compte créditeur pour le remboursement de l'avance consentie par le ministre responsable du Développement des régions ainsi que du remboursement du passif relatif aux activités abandonnées.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

AU 31 MARS 1998

ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission de la santé et de la sécurité du travail

En 1995, la Commission a signé une entente cadre avec le consortium Banque nationale, Desjardins et Bell Canada en vue de l'acquisition de services de commerce électronique. Cette entente permettra, d'une part, à la Commission d'améliorer son service à la clientèle et représente, d'autre part, un impact économique et technologique favorable au développement de l'expertise québécoise en matière de commerce électronique en plus de contribuer au développement de produits de langue française exportables à moyen terme au sein de la francophonie mondiale.

À l'égard de cette entente et des contrats spécifiques ou particuliers qui en découleront, la Commission a autorisé un engagement financier de 50 millions de dollars réparti sur une période de sept ans et demi. Au 31 décembre 1997, ce montant a été affecté, à même le surplus des opérations de l'exercice courant de 1997 et selon un mécanisme d'amortissement sans intérêt, au financement des dépenses à encourir au cours des prochains exercices financiers pour l'exploitation de produits et services de commerce électronique.

Au cours de 1998, un contrat spécifique a été signé pour un montant de 39 millions de dollars s'échelonnant jusqu'en 2003 pour l'implantation et l'exploitation de produits et services de commerce électronique développés antérieurement.

Corporation d'hébergement du Québec

Au 31 mars 1998, les engagements contractuels de la Corporation pour les travaux à effectuer sur les projets en cours de construction et de réfection s'élevaient à 55 millions de dollars (1997: 31 millions de dollars).

Hydro-Québec

Hydro-Québec prévoit un investissement en immobilisations de 1 870 millions de dollars pour 1998, avant la prise en compte de l'événement postérieur.

Loto-Québec

Le 13 mai 1998, le gouvernement du Québec a autorisé la Société et ses filiales à acquérir des intérêts non majoritaires dans un consortium pour l'achat, la revitalisation et l'exploitation du Manoir Richelieu. Depuis le 1^{er} juin 1998, la Société s'est engagée jusqu'à concurrence de 50 % du montant total de l'investissement prévu. En date de la préparation des états financiers, ce montant est estimé à 141 millions de dollars.

ÉVENTUALITÉS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Entreprises de compétence fédérale

La Cour suprême du Canada a, dans son jugement du 26 mai 1988, décidé que la Loi sur la santé et la sécurité du travail ne s'applique pas aux entreprises de compétence fédérale. Comme suite à ce jugement, la Commission a remboursé aux employeurs les cotisations indûment perçues, y compris un intérêt annuel de 5 %.

Toutefois, des actions ont été intentées en Cour supérieure du Québec par plusieurs entreprises de transport extra-provinciales qui se considèrent de compétence fédérale. Elles réclament le remboursement intégral des cotisations qu'elles ont versées à la Commission pour les années 1981 à 1988 inclusivement et non pas seulement la partie de la cotisation s'appliquant à la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Ces entreprises demandent en outre que les sommes qui leur seraient éventuellement remboursées portent intérêt au taux fixé suivant l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu au lieu du taux de 5 % établi par la Commission. Ces actions totalisent environ 46 millions de dollars sans compter les intérêts.

Notion de salaires assurables

Au 31 août 1998, 510 actions avaient été intentées devant la Cour supérieure par des employeurs qui réclament à la Commission le remboursement des cotisations, et les intérêts, qu'ils auraient payées par erreur depuis 1986.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

AU 31 MARS 1998

ÉVENTUALITÉS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

Commission de la santé et de la sécurité du travail (suite)

Les 510 employeurs prétendent que les salaires bruts qu'ils doivent déclarer à la Commission, en vertu de l'article 289 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, aux fins du calcul de leur cotisation, n'incluent pas les indemnités afférentes aux avantages sociaux tels que vacances, congés fériés, congés-maladies, etc.

Ces actions totalisent environ 72 millions de dollars. Cependant, la Commission a déclaré qu'elle fera en sorte que le régime de tarification soit appliqué de manière uniforme et équitable à l'ensemble des employeurs, et ce, rétroactivement, dans l'hypothèse où les tribunaux en viendraient à la conclusion qu'elle a erronément appliqué l'article 289 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de façon à ce qu'il ne résulte ni perte ni désavantage pour quiconque n'aura pas procédé par la voie judiciaire.

Dans un jugement rendu le 27 avril 1995, la Cour supérieure du Québec a annulé les avis de cotisation de trois des demandeurs pour les années 1986 à 1993 et leur a ordonné de procéder à de nouvelles déclarations de salaires. La Cour a par ailleurs reconnu à la Commission le droit de faire, dans le cadre du processus normal de cotisation, les vérifications nécessaires et lui a ordonné de procéder à de nouvelles cotisations, s'il y a lieu.

Les demandeurs ont appelé du jugement et la Commission a produit une déclaration d'appel incident sur l'annulation des cotisations. Cette cause a été entendue en octobre 1996 et le jugement a été rendu par la Cour d'appel le 18 février 1998, rejetant l'appel des demandeurs et accueillant l'appel incident de la Commission. La Cour suprême du Canada a rejeté, avec dépens, le 17 septembre 1998, la requête en autorisation de pourvoir présentée devant elle par ces trois demandeurs. Il est à prévoir que les autres actions seront réglées au cours de 1999.

À l'égard de ces éventualités, la Commission n'est pas en mesure d'estimer le montant pouvant en résulter et tout paiement par la Commission, le cas échéant, sera comptabilisé aux opérations de l'exercice au cours duquel il sera effectué.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU 31 MARS 1998

Hydro-Québec

À la suite de la tempête du verglas qui s'est abattue sur le sud-ouest du Québec du 5 au 9 janvier 1998, plus d'un million de clients ont été privés d'électricité pour des périodes allant de quelques jours dans la région métropolitaine de Montréal à plusieurs semaines en Montérégie.

Une évaluation préliminaire des coûts occasionnés pour rétablir le service dans les meilleurs délais possible a été réalisée. Cette évaluation est basée sur l'information disponible aux états financiers du 31 décembre 1997.

Hydro-Québec estime à un peu plus de 800 millions de dollars les coûts totaux relatifs à la tempête de verglas, incluant les dépenses relatives aux mesures d'urgence, les investissements requis pour assurer une réalimentation rapide des clients et une remise en état des installations, ainsi que les pertes de revenus sur les ventes d'électricité. Le coût des investissements, soit près des deux tiers du montant estimé, sera capitalisé au poste Immobilisations.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à prendre à sa charge la partie des investissements requis qui correspond au coût net du rétablissement du réseau dans l'état où il se trouvait avant le sinistre, évaluée à 235 millions de dollars.

PLACEMENTS À LONG TERME

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

PLACEMENTS DU GOUVERNEMENT

	1998				1997
	Actions et mise de fonds	Obligations et billets	Prêts et avances	Total	Total (note 13)
Municipalités et organismes municipaux:					
Municipalités		22		22	27
Organismes municipaux		5		5	5
		27		27	32
Particuliers, entreprises et autres					
Étudiants			404	404	304
Entreprises	192		1 071	1 263	
Régime de rentes de survivants			292	292	
Autres		60	234	294	266
	192	60	2 001	2 253	570
Provision pour créances douteuses			549	549	141
	192	60	1 452	1 704	429
	192	87	1 452	1 731	461

ÉCHÉANCIER DES PLACEMENTS

	1998	1997 (note 13)
1998		62
1999	337	51
2000	214	7
2001	81	109
2002	140	42
2003	94	4
	866	275
2004-2008	555	121
2009-2013	208	1
2014-2018	2	
2019-2023	2	
2024 et plus		
	1 633	397
Échéance indéterminée	84	50
	1 717 ⁽¹⁾	447 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Excluant un montant de 14 millions de dollars (14 millions de dollars en 1997) représentant des placements en actions.

AUTRES COMPTES
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
Frais reportés	80	123
(Gain) perte de change non réalisée	<u>(177)</u>	<u>817</u>
	<u>(97)</u>	<u>940</u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
TRANSFERTS		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital :		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	6 250	6 515
Établissements de santé et des services sociaux	3 392	3 243
Municipalités et organismes municipaux	2 750	5 266
Divers organismes	227	207
Organismes et fonds spéciaux du Gouvernement		611
Entreprise du Gouvernement		20
	<u>12 619</u>	<u>15 862</u>
Pour autres dépenses en capital :		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 631	1 036
Établissements de santé et des services sociaux	1 530	1 262
Municipalités et organismes municipaux	1 266	1 482
Divers organismes	176	133
Organismes et fonds spéciaux du Gouvernement		16
	<u>4 603</u>	<u>3 929</u>
	<u>17 222</u>	<u>19 791</u>
AUTRES	<u>45</u>	<u>45</u>
	<u>17 267 *</u>	<u>19 836 *</u>

* Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS DE TRANSFERTS POUR
LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL**

Échéance	Commis- sions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et des services sociaux	Municipa- lités et organismes municipaux	Divers autres organismes	Total
1999	279	150	236	343	308	30	1 346
2000	808	153	290	486	262	30	2 029
2001	368	195	317	412	312	28	1 632
2002	437	98	201	254	219	76	1 285
2003	484	100	298	544	228	31	1 685
1999-2003	2 376	696	1 342	2 039	1 329	195	7 977
2004-2008	712	354	497	1 171	765	31	3 530
2009-2013	159	17	29	88	264	1	558
2014-2018	39	11	4	49	177		280
2019-2023	3	5	2	15	215		240
2024-2028		3		17			20
2029-2033		1		13			14
	3 289	1 087	1 874	3 392	2 750	227	12 619

Note: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets à la date de l'arrêté des comptes.
Tout refinancement effectué après cette date affectera l'échéancier ci-dessus.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

AU 31 MARS 1998

(en millions de dollars)

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

	<u>1998</u>	<u>1997</u> (note 13)
GARANTIES D'EMPRUNTS		
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Hydro-Québec	38 632	38 194
Société de développement industriel du Québec	593	729
Société immobilière du Québec		311
Société québécoise d'assainissement des eaux		178
Société d'habitation du Québec	282	476
Autres	61	117
	<u>39 568</u> ⁽¹⁻²⁾	<u>40 005</u> ⁽¹⁻²⁾
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	3 219	3 014
Prêts aux pêcheurs	48	50
Prêts aux travailleurs	34	33
Prêts aux producteurs agricoles	2 837	6
Prêts aux industries	66	70
	<u>6 204</u>	<u>3 173</u>
Total des garanties d'emprunts	<u>45 772</u>	<u>43 178</u>
ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT		
Société de développement industriel du Québec		<u>1 229</u>
Total des garanties d'emprunts et des actifs garantis par le Gouvernement	<u>45 772</u>	<u>44 407</u>
Moins :		
Réduction de la participation dans les entreprises du Gouvernement		25
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	791	634
Provision pour financer l'assainissement des eaux		124
Total des provisions	<u>791</u>	<u>783</u>
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	<u>44 981</u>	<u>43 624</u>

(1) Les garantis d'emprunts en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) Principal des emprunts.

**SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES ORGANISMES ET FONDS
EXERÇANT DES ACTIVITÉS DE NATURE FIDUCIAIRE
AU 31 MARS 1998
(en millions de dollars)**

	1998			1997	
	Passif	Actif	Augmen- tation (diminution) de l'avoir cumulé	Avoir net	Avoir net
Caisse de dépôt et placement du Québec ⁽¹⁾	6 913	70 524	6 397	63 611	57 214
Comité centraide – secteur public ⁽³⁾	6	6			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ⁽¹⁾					
RREGOP	109	55 206	8 831	55 097	46 266
RRE et RRCE	5	14 528	7 277	14 523	7 246
RRF	3	5 490	3 930	5 487	1 557
RRMSQ		2 150	469	2 150	1 681
RRMAN		288	158	288	130
RRAPSC		494	63	494	431
RREFQ		103	10	103	93
Régimes de prestations supplémentaires		53	32	53	21
Commission de la construction du Québec ⁽¹⁾					
Fonds général d'administration	12	14		2	2
Régime supplémentaire de rentes – compte général	60	3 098	216	3 038	2 822
Régime supplémentaire de rentes – compte des retraités	1	2 329	262	2 328	2 065
Autres	195	1 101	144	906	761
Curateur public (Le) ⁽¹⁾	49	237	(33)	188	223
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec ⁽²⁾		3		3	3
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées ⁽¹⁾		2		2	2
Fonds d'assurance récolte et stabilisation des revenus agricoles ⁽²⁾	243	309	217	66	(151)
Fonds de contrat à terme ⁽²⁾	8	6	(2)	(2)	
Fonds des cautionnements des agents de voyages ⁽²⁾	10	7	(2)	(3)	(1)
Fonds des pensions alimentaires ⁽²⁾	194	194			
Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes ⁽²⁾	1	21	1	20	19
Fonds en fidéicomis ⁽²⁾	260	260			
Hydro-Québec – Caisse de retraite ⁽¹⁾	4	7 822	652	7 818	7 166
Régie des rentes du Québec ⁽²⁾					
Fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite	1	2	1	1	
Fonds du régime d'assurance parentale	5	5			
Fonds du régime de rentes de Québec	274	16 889	1 185	16 615	15 430
Fonds pour l'administration de programme d'aide aux familles	6	6			
	8 359	181 147	29 808	172 788	142 980
Moins: Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		49 610	5 170	49 610	44 440
	8 359	131 537	24 638	123 178	98 540

Note: Le Fonds d'indemnisation en assurance de dommages et le Fonds d'indemnisation en assurance de personnes n'apparaissent pas, car leurs montants sont inférieurs à 1 million de dollars.

(1) États financiers au 31 décembre 1997.

(2) États financiers au 31 mars 1998.

(3) États financiers au 31 janvier 1998.

Ministère des Finances



QMDF A 012941



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances